

succès de la réaction en Hongrie serait mortel pour la jeune liberté autrichienne ; elle proposera la garantie réciproque de la liberté et du constitutionnalisme dans les deux pays, déclarant que, dans toutes les questions où le voisinage, l'amitié, la communauté de souverain établiront des rencontres d'intérêts, la Hongrie est prête à une entente cordiale, de nation libre à nation libre, sur la base de la Constitution, de la justice et de la liberté.

Le Parlement autrichien devenait ainsi l'arbitre du sort de la Hongrie et de la monarchie entière. C'était la première grande question politique qu'il fût appelé à résoudre, et il était mal préparé à le faire. D'autres questions jusqu'alors l'avaient occupé : questions sociales et questions nationales. Dans les campagnes, les élections s'étaient faites uniquement sur le programme de la suppression des charges féodales. Les paysans avaient cessé, dès la Révolution, de payer leurs redevances ; ils voulaient désormais faire consacrer légalement leur libération. Ils n'avaient donné leur confiance qu'à leurs pairs : le quart des députés étaient des paysans, et l'assemblée ne comptait qu'un représentant de l'aristocratie autrichienne, le comte François Stadion, l'ancien gouverneur de la Galicie, l'inventeur des Ruthènes, comme disaient les Polonais, qui devait son élection précisément à la haine des seigneurs polonais. Les paysans venaient justement de faire résoudre à leur avantage la question des droits féodaux (7 septembre). Sur toute autre, ils étaient incapables d'une opinion personnelle, à la merci des orateurs qui parvenaient à les émouvoir ; et c'était l'appel au sentiment national qui seul pouvait les émouvoir. La question des nationalités s'était posée dès la première séance, par la présence dans l'assemblée de ces paysans mêmes, qui ignoraient l'allemand, et qui, députés autrichiens, prétendaient participer pourtant aux débats, et demandaient qu'on les leur traduisît. Ils détruisaient, du même coup, la fiction absolutiste d'une Autriche allemande. Les radicaux allemands prétendaient la restaurer officiellement, et unir intimement l'Autriche à l'Allemagne nouvelle ; les Tchèques combattaient avec ardeur pour le programme de Palacký, et se trouvaient rapprochés du ministère par la haine commune du radicalisme allemand ; les Polonais oscillaient, portés par le sentiment national vers les Tchèques, par sympathie politique vers les Allemands. Quelques députés modérés qui siégeaient au centre, Allemands non radicaux, Autrichiens avant tout, conservateurs honteux, s'offraient à soutenir de leur vote le ministère, quel qu'il fût.